

16 novembre 1998 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur l'aide internationale d'urgence aux régions sinistrées, la proposition de réunion d'une conférence pour l'aide à la reconstruction et la décision française d'annuler la dette des pays d'Amérique centrale touchés par le cyclone Mitch, Managua le 16 novembre 1998.

Q - Monsieur le Président, pensez-vous que le G7 va prendre un certain nombre de mesures pour apporter une aide à la région et peut-être même envisager l'annulation pure et simple de la dette ?

R - Je voudrais d'abord remercier le Président pour son accueil et redire à tous les habitants de ce pays combien la France a été traumatisée par les images qu'elle a vues, par les souffrances des habitants. Et je voudrais présenter à tous les Nicaraguayens - et naturellement à leur président -, nos condoléances et les assurer de notre solidarité.

Je voudrais aussi remercier les membres français de la sécurité civile et les militaires français, ainsi d'ailleurs que leurs collègues des autres pays qui se sont engagés, et dire au commandant de l'opération "Cormoran" combien j'ai apprécié à la fois l'image de détresse par laquelle il a commencé son reportage et l'image d'espoir par laquelle il l'a terminée.

Nous avons eu un entretien avec le président Aleman, sa délégation et la mienne. Et la présence, en ce moment-même, du directeur général du Fonds monétaire international marque l'élément essentiel des discussions relatives à l'aide qui doit être apportée au Nicaragua et aux trois autres pays touchés par le cyclone Mitch.

Pour répondre à votre question maintenant, je dirais simplement ceci : s'agissant de la France, elle a décidé d'annuler ses dettes en terme d'aide au développement à l'égard des quatre pays de la zone.

S'agissant de l'aide commerciale, le Club de Paris - dont le président, M. Mayer, est ici dans ma délégation - se prononcera dans les premiers jours de décembre. Le Nicaragua bénéficiera, en toute hypothèse, de ce qu'on appelle les termes de Naples, c'est-à-dire d'une annulation de 67 %, et probablement, si le Fonds monétaire en accepte ou plus exactement en propose l'application, il bénéficiera des termes de Lyon, c'est-à-dire de 80 % d'annulation.

S'agissant de l'aide multilatérale, il ne m'appartient pas, de me prononcer pour le Fonds monétaire international, pour la Banque mondiale, la BID ou les autres institutions. Mais la France militera pour appuyer un traitement aussi favorable que possible à l'égard de la dette multilatérale.

Pour terminer, je profite de cette occasion pour dire qu'une fois de plus le Fonds monétaire international et son directeur général sont en première ligne face aux difficultés du monde. Le directeur général agit avec intelligence, courage et détermination : qu'il s'agisse de la crise financière internationale, ou qu'il s'agisse des crises comme celles à laquelle doivent faire face le Nicaragua et les pays qui l'entourent.

Nicaragua et les pays qui l'entourent.

Et je voudrais donc dire au Fonds monétaire international et à son directeur général mes sentiments d'estime et de reconnaissance. Après ce que je viens de dire, il ne peut plus rien me refuser !

Q - Monsieur le Président, je voudrais faire remarquer que si on regarde l'expérience passée, on voit que, quand il y a une crise, la région intéresse tout le monde. Il y a une réaction immédiate de la communauté internationale et puis, une fois la crise passée, on oublie cette région. Alors, je voudrais savoir en fait, jusqu'où va l'engagement de la communauté internationale ? Est-ce que la Communauté internationale décide véritablement de s'engager aux côtés des pays d'Amérique centrale, non seulement pour les aider à sortir des dégâts causés par la catastrophe, mais encore pour les aider à se développer et à aller de l'avant véritablement ?

R - Je voudrais simplement dire à la journaliste qui vient de s'exprimer que l'Amérique centrale n'est pas la région la plus en difficulté dans le monde - si l'on fait abstraction du drame qui vient de s'y produire - et qu'il lui appartient aussi de faire les efforts nécessaires pour assumer son propre développement.

Mais là, nous sommes dans une situation où après l'ouragan, la solidarité internationale doit jouer. Je sais que les institutions financières internationales doivent se réunir prochainement. Mais j'ai fait, avant-hier, une proposition complémentaire. Le drame qui a frappé ces quatre pays, et notamment deux d'entre eux plus gravement encore, justifie une initiative particulière pour mieux coordonner l'aide, la solidarité, d'une façon à la fois efficace et généreuse. C'est pourquoi j'ai proposé qu'une conférence internationale sous la présidence de la Banque mondiale avec la présence du Fonds monétaire international, de la BID, des autres grandes institutions concernées et des principaux pays donateurs, puisse se réunir pour définir un plan d'accompagnement, un plan important conforme à ce qu'ont demandé - à juste titre - récemment les présidents concernés, qui se sont réunis il y a une huitaine de jours et qui permette à la fois d'agir en termes de reconstruction et au-delà en termes de développement.

En clair, il y a l'aide humanitaire, il y a les problèmes à régler immédiatement en matière de dette, et il y a ensuite l'aide à la reconstruction qui doit déboucher sur l'aide au développement. Voilà ce que je souhaiterais voir traiter par cette conférence.

Q - Monsieur le Président, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont accordé des crédits tout à fait substantiels au Nicaragua, à la suite de l'approbation par notre pays et notre gouvernement, d'une politique d'ajustement structurelle. Ne croyez-vous pas, étant donné la catastrophe qui s'est abattue sur notre pays, que l'on pourrait demander à ces deux institutions d'être un peu plus souples ?

R - Vous avez ici le directeur du FMI, dont j'ai toujours observé que la sagesse était grande et la générosité aussi - dans toute la mesure du raisonnable - et par conséquent je ne doute pas que dans les entretiens qu'il aura avec le président Aleman, il fasse en sorte que soient prises en compte les exigences de la générosité et de la solidarité dans le cadre de la gestion du plan d'ajustement structurel. Et le fait que M. Camdessus et moi-même soyons tous les deux présents ici, est un bon signe pour le Nicaragua. Et si j'ajoute que nous allons chercher maintenant la première dame des Etats-Unis, je me dis que vraiment le Nicaragua a toutes les raisons de ne pas être inquiet.